

29 juin 2010 06h00 | Par **Bernard Broustet**

First : les élus au créneau

Juppé, Rousset, Feltesse et Madrelle veulent peser sur Ford et sur Bercy.

Les syndicats et les élus veulent faire front commun pour sauver First. Alain Juppé, Alain Rousset, Vincent Feltesse, la députée Pascale Got, et Christine Bost qui représentait Philippe Madrelle ont rencontré, hier, au Conseil régional les élus du personnel de Blanquefort. Les quatre collectivités participantes ont ensuite publié un texte commun déplorant « le manque de perspective du site », et insistant sur la « nécessité de peser sur les décisions à venir du groupe Ford ». Les élus ont aussi décidé d'écrire à Christine Lagarde pour lui demander de se saisir à nouveau du dossier, et d'organiser une réunion sous son autorité.

Réunion avancée au 12 juillet

La réunion souhaitée par les élus ne doit pas se substituer à celle qui avait été convoquée par le préfet pour la mi-juillet. Mais, sur ce plan au moins, la grogne des élus et des syndicats, qui s'était manifestée de façon plus diffuse ces derniers jours, a déjà eu un résultat tangible : le préfet a accepté d'avancer au 12 juillet, une réunion initialement fixée sans concertation apparente à la date du 16, qui ne convenait presque à personne, et qui se situait trois jours après le début de la fermeture estivale de l'usine.

En attendant ce rendez-vous, le comité d'entreprise a pu prendre connaissance, hier, de la lettre adressée par Ken Macfarlane, vice-président de Ford Europe, à Gilles Penel, secrétaire (CGT) du CE. Dans ce courrier, qui faisait suite à la rencontre organisée vendredi à Cologne, avec les syndicats, le dirigeant de Ford affirme que le groupe « s'engage à rester impliqué jusqu'à ce qu'une solution ait été trouvée pour FAI et son personnel ».

Cette promesse semble ne pas suffire à rassurer les syndicats qui regrettent que Ford ne s'engage pas explicitement à garantir tous les emplois, et à reprendre le site si le besoin s'en fait sentir. Un souhait qui semble prendre d'autant plus de consistance que la défiance à l'égard de l'opaque holding allemande HZ, à qui Ford avait vendu l'usine en 2009, ne cesse de s'amplifier.

Dans des termes assez proches de ceux de Jean-Luc Gassies, secrétaire adjoint (CFTC) du comité d'entreprise, Carlos Abrantes (CGT) exprimait hier son mécontentement à l'égard de la lettre de Ken Macfarlane, lequel déplorait par ailleurs « la situation actuelle de sous-production de l'usine », dont les productions de transmissions pour les chaînes de montage américaines ne représentent environ que 20 % du volume nominal. Plus qu'à d'éventuelles consignes syndicales, ces cadences minimales semblent être dues à la démotivation du personnel, qui, après avoir cru son avenir assuré, doit affronter de nouveau l'angoisse du lendemain.